



## La gouvernance économique de l'UE à la croisée des chemins

MARIA JOÃO RODRIGUES

MAI 2010

**Maria João Rodrigues** est Conseillère spéciale sur l'Agenda de Lisbonne (2000-2010), professeur de Politiques Economiques Européennes à l'Université Libre de Bruxelles (IEE) et à l'Institut Universitaire de Lisbonne. Elle est membre du Conseil d'Administration de *Notre Europe*.

L'Union européenne est en train de renouveler sa stratégie de croissance et d'emploi à long terme sans pourtant repenser les instruments politiques et financiers nécessaires pour la mettre en œuvre. Cela ne fonctionnera pas. En outre, nous devons trouver la quadrature du cercle : reconstituer et rééquilibrer les budgets publics.

La Stratégie de Lisbonne adoptée en 2000 a été la première réponse de l'UE à la mondialisation. Son objectif était de combiner une compétitivité fondée sur la connaissance à un renouvellement des systèmes sociaux. Pour être précis, elle ne peut pas être considérée comme un échec absolu : un nouveau consensus stratégique a été construit, plusieurs réformes ont été entreprises sur les marchés du travail et dans les systèmes de retraite, d'éducation et de recherche ; 18 millions d'emplois ont été créés pendant cette période ; le taux moyen de croissance de l'UE était proche de 3 % avant la crise financière. Pour autant, beaucoup d'autres objectifs ont été mis de côté. L'Europe a avancé dans la bonne direction, mais elle n'est pas parvenue à atteindre ses ambitions initiales. Le problème ne venait pas des priorités stratégiques, mais plutôt de l'absence d'instruments politiques et financiers efficaces.

Aujourd'hui, les défis sont encore plus grands. La concurrence internationale s'est ouverte à de nouveaux acteurs globaux, le vieillissement démographique s'est renforcé, le changement climatique appelle à un nouveau mode de vie et, enfin et surtout, nous n'avons pas fini de digérer une crise financière et économique sans précédent. Dans ce nouveau contexte, la croissance seule ne suffit pas. Elle doit devenir plus verte, plus intelligente et plus inclusive. Innover pour un développement durable est à présent le nouvel avantage compétitif que l'Europe doit forger.

De plus, les priorités stratégiques doivent être définies plus précisément qu'elles ne le sont dans le langage habituel des sommets européens.

L'innovation ne peut être réservée qu'à une élite d'entreprises, de régions et de personnes si nous voulons qu'elle soit le principal moteur de la création de plus d'emplois et de meilleure qualité. Nous parviendrons à un mode de vie « vert » que si le prix relatif des technologies vertes baisse et s'il y a un vrai changement dans notre mode de consommation, de production et de déplacement. Une société inclusive demande plus d'emplois, mais aussi de réduire les inégalités sociales par des systèmes sociaux actifs et durables.

Néanmoins, la crédibilité de la future stratégie UE 2020 dépendra largement des politiques économiques sous-jacentes. La crise financière et économique n'est pas encore terminée. Elle a été contrôlée, mais pas réellement surmontée. Un processus de reprise durable fort et durable sera le test central de l'Europe et exige une nouvelle ambition pour la coordination des politiques économiques, notamment au sein de la zone euro.

Nous avons besoin de coordination non seulement pour la consolidation fiscale mais aussi pour la croissance. Comment les Etats membres peuvent-ils faire les deux choses à la fois ? Il faut éviter d'arrêter trop tôt les plans de relance. La priorité doit être donnée à l'investissement et à la création d'emplois pour augmenter les recettes de l'Etat et baisser les dépenses sociales. Les Etats membres qui se révèlent capables de restructurer leur budget pour investir davantage dans une croissance verte, intelligente et inclusive devraient être récompensés par un délai plus long pour réduire leur déficit budgétaire et leur dette publique. Ces initiatives visant à soutenir l'investissement et la croissance devraient être coordonnées au niveau européen si nous voulons profiter des effets de *spill-over*. On a également besoin d'une meilleure coordination européenne pour transférer la pression fiscale du travail vers le carbone ou les transactions financières.

Enfin, la gestion des dettes publiques, tout en étant sous la responsabilité des Etats, doit être améliorée. Un mécanisme européen contre les mouvements spéculatifs devrait mettre fin à la démonstration douloureuse d'impuissance politique européenne à laquelle on assiste dans le cas de la « crise grecque ». En outre, de nouveaux instruments seront nécessaires pour financer les investissements de long terme qui permettront de mettre en place une économie plus verte, intelligente et inclusive : la création d'*Eurobonds* viserait à donner aux Etats membre un moyen supplémentaire pour sortir de la dette, qui serait guidé par un cadre commun européen.

Si on ne redynamise pas les politiques européennes internes, la mise en oeuvre de la stratégie UE 2020 souffrira d'un handicap permanent et sera vouée à l'échec.

Toutefois, cela ne suffira pas. Les politiques extérieures ont également besoin d'un nouveau souffle si nous voulons que les efforts et les ambitions européens réussissent face à la concurrence globale. Nous avons besoin d'une plus grande convergence stratégique des grands acteurs globaux pour permettre une transition vers un développement plus durable. C'est pourquoi un nouveau concept stratégique est également nécessaire pour les politiques extérieures de l'UE afin de redéfinir la façon dont nous utilisons le commerce, la coopération et les politiques étrangères dans nos rapports avec nos partenaires stratégiques, au G20 et dans les institutions multilatérales. Ce nouveau concept devrait mettre l'accent non seulement sur la promotion de l'ouverture mais aussi sur l'amélioration des standards financiers, environnementaux et sociaux.

Les décideurs européens relèveront-ils le défi de redonner vie à l'Union européenne ?



*Avec le soutien de la Commission européenne*